

LA PLANETE EST EN ETAT D'URGENCE

Ecologie, environnement, développement durable... Ces mots sont entrés dans notre vie depuis quelques temps. Mais la signification de tous ces mots est encore bien floue dans nos têtes. Le terme écologie issu du grec *oikos* (maison habitat) et *logos* (science) étudie les conditions d'existence des êtres vivants. Le terme « environnement » est le milieu dans lequel un être vivant évolue : l'air, l'eau, le sol, les ressources naturelles, la flore, la faune. Enfin le « développement durable » est un mode de croissance qui doit répondre aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations futures, et garantir à long terme le progrès économique, social et environnemental de la société. Ces trois facteurs ont évidemment un dénominateur commun : la vie, les conditions vitales, l'habitat vivable...

Les enquêtes d'opinion débutées au début des années 70 montrent au fil des années que l'environnement est devenu un des principaux sujets de préoccupation des Français. A partir des années 90, cette sensibilité s'est renforcée à mesure que les conséquences de l'action de l'homme sur l'environnement sont devenues de plus en plus visibles, pollution de l'air et de l'eau, impacts écologiques de l'agriculture intensive, réchauffement climatique, tempêtes, inondations, incendies de forêt, marées noires... La dernière enquête Ifop/Acteurs publics publiée en octobre 2006 révèle que 91% des personnes interrogées se disent préoccupées par la protection de l'environnement. Parmi elles, 46% se déclarent très préoccupées. Ce degré de sensibilité apparaît particulièrement élevé chez les femmes 48% et les plus de 50 ans 49%.

Dans cette enquête la mesure perçue comme la plus efficace est pour 32% des Français, le développement des énergies renouvelables (biocarburants, éoliennes, etc.). Une attente en matière pédagogique est ensuite exprimée par 22% de personnes, qui souhaitent l'introduction de cours d'éducation à l'environnement dans les programmes scolaires.

Ce qui est le plus inquiétant aux yeux des Français sont le réchauffement de la planète 42%, les pollutions de l'eau 38%, et de l'air 32%, la disparition des forêts 25%, et l'apparition de nouvelles maladies graves 23%. Les sujets qui constituent des atteintes durables, voire irréversibles à l'environnement, semblent donc plus alarmer les citoyens que les crises ponctuelles, telle la grippe aviaire par exemple.

La majorité des Français pensent que l'Etat a un rôle déterminant à jouer dans la résolution de ces problèmes, principalement sur le nucléaire ou les organismes génétiquement modifiés pour lesquels les modalités d'une action efficace se situent du côté des pouvoirs publics nationaux et européens. En revanche, ils sont convaincus que les comportements de chaque individu ont des répercussions directes sur l'environnement.

Les pratiques environnementales s'installent peu à peu dans la vie quotidienne des citoyens. Le tri des déchets où l'attention à la consommation d'électricité et d'eau sont désormais adoptés par une grande majorité de ménages. Certaines pratiques demandent un changement de comportement ont en effet du mal à se répandre, mais il faudra que petit à petit les changements de comportement s'opèrent dans notre vie de tous les jours, appuyées par l'Etat, les entreprises, les municipalités, et toutes les collectivités locales et régionales.

Plus qu'une prise de conscience, la situation climatique exige désormais une action énergique. Les scientifiques estiment qu'au cours du XXI siècle, la température moyenne de la Terre pourrait augmenter de 1,5° C à 6°C, du fait notamment des rejets de gaz à effet de serre liés

aux activités des humains. L'urgence est telle que les experts recommandent de ne pas attendre 2010-2011 pour mettre au point le nouvel accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui doit succéder au protocole de Kyoto signé il y a déjà dix ans.

L'humanité devrait d'ores et déjà dépenser 1% du produit intérieur brut (PIB) de la planète (soit 275 billions d'euros) pour éviter que le coût du réchauffement climatique ne soit de 5 à 20 fois plus élevé que ce qu'il serait sans intervention.

Signataire du protocole de Kyoto la France s'est engagée à réduire les émissions de gaz à effet de serre en 2010 de manière à retrouver le niveau atteint en 1990 et, surtout, à diviser par quatre ces émissions d'ici à 2050. Il faut tout de même savoir que c'est la route qui représente plus du quart des émissions de gaz à effet de serre, elle émet surtout du gaz carbonique provenant de la combustion des carburants. Le secteur du bâtiment est la deuxième source de pollution atmosphérique. 30 millions de logements rejettent chaque année dans l'atmosphère 100 millions de tonnes de gaz carbonique, soit 21% des émissions nationales de gaz à effet de serre. Ces émissions sont en progression de 15% depuis 1990 pour principalement des raisons d'isolation insuffisante ou de chauffage mal adapté.

Viennent ensuite l'industrie et l'agriculture chaque filière représente près de 20% des rejets français de GES. L'industrie de l'énergie contribue pour environ 13% aux émissions nationales.

Notre planète est en état d'urgence et nous allons tous être amené à faire des efforts importants pour la sauver, afin de laisser à nos enfants et nos petits enfants une Terre où il fait bon vivre. Alors mobilisons nous.

Pascal Tabanou